

30 mai 2008 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Alfred Gusenbauer, Chancelier de la République fédérale d'Autriche, notamment sur les relations franco-autrichiennes et la présidence française de l'Union européenne, à Vienne le 30 mai 2008.

LE CHANCELIER GUSENBAUER - Mesdames et Messieurs, c'est un grand plaisir pour nous que le Président de la République française, Nicolas SARKOZY, soit venu à Vienne aujourd'hui.

Je dirais, dans ce contexte, que c'est un plaisir tout particulier pour moi, parce que c'est l'expression de l'excellence des relations bilatérales entre la France et l'Autriche.

Pour la plupart des questions européennes, l'Autriche et la France sont du même avis et il convient de le constater aujourd'hui. A cela s'ajoute encore que Monsieur le Président et moi-même, nous sommes des amis et c'est donc un grand plaisir pour moi qu'il soit des nôtres.

Nous avons eu l'occasion de nous entretenir au sujet d'un grand nombre de questions très importantes pour notre travail en commun en Europe. Nous voulons prendre plusieurs initiatives conjointes.

En effet, la Présidence française sera absolument essentielle pour l'avenir de l'Europe. Pendant bien longtemps, l'Europe s'est penchée sur le Traité de Lisbonne et il s'agit de lancer maintenant le processus de ratification. C'était une période pendant laquelle les institutions européennes se sont tournées sur elles-mêmes. Maintenant, nous avons une nouvelle marge de manoeuvre que nous souhaitons utiliser. Nous voulons que l'Europe s'occupe des soucis quotidiens des populations pour que la distance entre elle et ses citoyens soit rétrécie. Ceci est tout à fait décisif pour l'ancrage du projet de construction européenne dans les coeurs et dans les cerveaux des populations. C'est la raison pour laquelle je suis très heureux que Monsieur le Président et moi-même soyons tombés d'accord en ce qui concerne le paquet énergie/climat. Nous allons procéder en commun. En effet, l'Europe doit prendre en charge, assumer sa propre responsabilité, mais en même temps, nous devons veiller à ce que notre industrie rencontre des conditions de concurrence équitable, même l'industrie qui consomme beaucoup d'énergie. Nous allons donc prendre des initiatives pour veiller à ce que notre industrie ait les mêmes conditions compétitives que l'industrie en Chine, au Brésil ou en Inde, que notre industrie ne pâtisse pas du renforcement de la protection de l'environnement. Nous ne voulons pas être protectionnistes, mais nous sommes en faveur d'une Europe avec une industrie forte.

Dans ce contexte, je tiens à souligner que, dans le domaine des transports, en rapport avec la directive sur la fiscalité routière qui va être adoptée, nous voulons que les coûts externes soient internalisés, qu'il y ait des péages équitables imposés aux poids lourds. Ceci est essentiel dans le contexte de la protection du climat et de la vie des populations en Autriche et en Europe. Nous ne pouvons pas admettre qu'il y ait quelques pays seulement en Europe qui supportent les charges de transit. Nous voulons donc que la question soit réglée de façon raisonnable. Je suis heureux que nous ayons pu développer une position commune à ce sujet pour la Présidence

française. Cette directive sur la fiscalité routière sera achevée.

Ce qui est important, c'est l'immigration clandestine à laquelle l'Europe est confrontée dans beaucoup de pays. Monsieur le Président de la République et moi-même nous en avons parlé. Vous le savez très bien, le gouvernement fédéral autrichien préconise qu'il y ait une démarche européenne commune contre l'immigration clandestine, qu'on procède ensemble en matière de politique d'asile. L'Autriche l'a demandée depuis bien longtemps. Je suis heureux que l'un des grands axes de la Présidence française soit justement cette question de l'immigration. Dans ce contexte nous ne voulons pas nier qu'il y ait des problèmes en Autriche et en France, des problèmes discutés par la population. Par exemple, le prix fort des carburants, de l'essence, du gasoil. Cela constitue une charge très lourde pour la population. Il est bien évident que des ressources qui deviennent de moins en moins importantes deviennent plus chères. Mais nous ne sommes pas en faveur des gains issus de la spéculation. Nous allons discuter, au plan européen, pour voir comment nous pouvons nous attaquer à ce problème. Ce n'est pas satisfaisant de dire aux populations qu'on ne peut rien faire. Ce n'est pas une politique que nous pouvons défendre. Donc, nous allons faire en sorte qu'il y ait une discussion au niveau européen pour voir comment nous pouvons nous attaquer à ce problème pour que les développements dans le secteur des prix deviennent plus favorables pour les populations.

Ensemble, nous nous réjouissons de l'Euro, du championnat européen de football. Si jamais la France arrivait jusqu'à la finale, Monsieur le Président reviendra en Autriche, parce que le sport est quelque chose qui unit beaucoup. Le sport fait partie de notre culture quotidienne. Mais, par delà les frontières, c'est un élément qui lie les populations entre elles. Et, c'est la raison pour laquelle, cet Euro 2008 doit être compris comme un projet européen.

A l'avenir, nous voulons prendre des initiatives communes en Europe dans le domaine du sport, parce que ceci est aussi une expression de la cohésion européenne dans le contexte de la concurrence mondiale. Ainsi, l'Union européenne sera rapprochée des populations.

Je m'excuse de vous avoir fait attendre. Mais notre tour d'horizon a été très complet et nous n'avons pas eu beaucoup de temps. En tout cas, c'est un très bon signal, cela exprime à quel point nos relations sont bonnes. Il vaut mieux que l'on ait beaucoup de choses à se dire plutôt que rien.

LE PRESIDENT - Monsieur le Premier Ministre, je voudrais dire d'abord combien je suis heureux, en tant que Président de la République française, d'être aujourd'hui à Vienne, en Autriche. J'ai parfaitement conscience que tout au long de ces dernières années, il y a eu des malentendus et des difficultés entre nos deux pays.

Cette page, nous avons décidé définitivement de la tourner. Je suis venu en Autriche pour dire à nos amis Autrichiens que, durant la Présidence française, nous avons besoin d'eux, que la France se sent très proche de l'Autriche et de ses positions, que l'Autriche a un rôle central et pas simplement géographique mais aussi politique à jouer dans cette nouvelle Europe à 27. De part sa position géographique, de part sa position politique, de part ses amitiés, l'Autriche peut jouer un rôle essentiel pour que l'Europe, après la ratification -nous l'espérons- du Traité simplifié par tout le monde puisse devenir une Europe qui protège les Européens. L'Europe est faite pour protéger les Européens, pour protéger un modèle européen. Je crois pouvoir dire qu'avec le Premier Ministre autrichien, nous sommes pleinement d'accord pour considérer que le Traité simplifié était une première étape et que, maintenant, il faut mettre du contenu dans la politique européenne.

J'ajoute que j'apprécie beaucoup le Premier ministre d'Autriche, que nous avons beaucoup d'affinités ensemble et que, justement, c'est cela l'Europe. Il est social-démocrate, je ne le suis pas, mais je trouve que nous partageons beaucoup ensemble. Nous avons envie de faire progresser l'Europe au service des Européens.

Alors, le pacte européen de l'immigration. On en a parlé ensemble. On va essayer de le porter ensemble, pour que les Européens comprennent à quoi sert l'Europe. On ne peut pas faire Schengen et avoir chacun sa politique d'immigration, dans son coin.

Le paquet énergie/climat. La France veut porter ce paquet pour que l'Europe soit exemplaire. Et, dans le même temps, je suis très attentif aux arguments du Premier ministre autrichien pour que

dans le même temps, je suis très attentif aux arguments du Premier ministre autrichien pour que nos industries ne soient pas pénalisées et qu'il n'y ait pas une délocalisation massive. Et donc, on est bien d'accord qu'il faut que les autres régions du monde, la Chine, l'Inde, le Brésil, les pays émergents participent au même effort que l'Europe ou alors on mettra en place à nos frontières un système pour favoriser l'évolution de ces pays émergents dans la lutte contre le réchauffement climatique et on peut d'ailleurs travailler ensemble sur un système qui permettra d'aider nos industries.

On est d'accord sur l'immigration, d'accord sur le paquet énergie-climat et puis, je suis dans le pays qui, la semaine prochaine, va organiser le championnat d'Europe. C'est un événement considérable. Quand le Premier ministre autrichien dit que l'Europe doit parler des sujets qui concernent les Européens, nous voulons parler du sport, nous voulons prendre des initiatives en matière de sport. Et puis, je sais, le Premier ministre d'Autriche a une grande chance. Quand on me dit en France que je m'occupe de tout, je ne suis pas ministre des Sports... Je ne fais pas acte de candidature en France !

Mais je pense que, organisateur du championnat d'Europe, ministre des Sports et Premier ministre, l'Autriche peut prendre une initiative sur le sport. Comment faire en sorte que nos clubs gardent un certain nombre d'années leurs jeunes sans mettre en cause la liberté de circulation ? Voilà une initiative que l'on peut prendre ensemble, que l'Autriche peut porter avec, j'en suis sûr, le succès du championnat d'Europe. De toute manière, je suis sûr que ce sera un succès en Autriche et en Suisse. Et vous voyez de quoi nous avons parlé, l'Autriche et la France, il y a eu des problèmes et bien justement, on va maintenant se tourner vers l'avenir et on va essayer de travailler main dans la main, ensemble, au service de tous les Européens. On va parler aussi de la Politique Agricole Commune, de la suffisance alimentaire pour l'Europe, de la sécurité alimentaire pour les consommateurs européens. Ce sont des sujets que nous partageons. Sur la Turquie, nous avons autant de positions communes. Et même sur les sujets qui pourraient être des sujets de différends. Je veux le dire, nous avons fait le choix du nucléaire. Depuis 1979, l'Autriche a fait un choix différent. Mais, en même temps, nous sommes pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre. L'Autriche y va par son chemin, la France y va par son chemin. Il y a là de la complémentarité, pas d'opposition.

C'est pareil pour les initiatives en matière de sécurité en Europe. L'Autriche a, depuis 1955, un statut de neutralité. Cela ne l'empêche pas d'être présente dans les Balkans, d'être présente au Tchad et de considérer que les Balkans sont une affaire européenne. Comment l'Europe pourrait-elle s'occuper de la stabilité dans les Balkans si l'Europe ne se dote pas d'une politique de sécurité ?

Vous le voyez, je suis vraiment très heureux d'avoir tenu à faire ce déplacement à Vienne pour montrer que l'avenir est souriant pour les relations entre l'Autriche et la France et je vous demande, chers amis autrichiens, de considérer que la France est l'amie de l'Autriche, et pas simplement que le Premier ministre est l'ami de la France. Je sais l'attachement personnel du Premier ministre pour la France et je voudrais lui dire que je lui en suis très reconnaissant mais je voudrais que tous les Autrichiens comprennent que c'est aujourd'hui, en ami, que je suis venu répondre à l'invitation du Président autrichien et du Premier ministre autrichien.

QUESTION - Pourquoi, Monsieur le Président, craignez-vous tellement l'immigration en Europe ? Il y a beaucoup d'entreprises dans votre pays, également, qui aiment bien employer des clandestins, des sans-papiers. Cela me paraît être paradoxal. Pourquoi, avez-vous un problème avec l'immigration en Europe ?

LE PRESIDENT - Je vous remercie, Monsieur, de cette question. Je suis favorable à une politique d'immigration. C'est donc que je ne suis pas contre l'immigration. Je fais de la politique depuis trente-deux ans, jamais on ne m'a entendu prononcer le mot « d'immigration zéro ». Nous avons besoin de l'immigration, mais nous ne voulons pas d'une immigration clandestine. Nous voulons une immigration régulière. Nous voulons respecter ceux qui viennent apporter leur force de travail en leur trouvant un travail, un logement, en leur demandant d'apprendre notre langue pour qu'ils puissent s'intégrer.

Monsieur, ceux qui n'aiment pas l'immigration, ce sont ceux qui ont peur du mot « politique de

l'immigration » et donc, justement, il y a vingt-deux pays en Europe qui ont aboli définitivement les frontières, c'est Schengen. Il est normal que nous mettions ensemble notre conception d'une politique d'immigration. Parce que ceux que nous accueillons en France, ils peuvent venir en Autriche, ceux que vous accueillez en Autriche, peuvent venir en France. Donc, il est normal que je demande l'avis du Premier ministre autrichien sur la politique d'immigration française et peut-être que nous soyons concernés par la politique d'immigration de l'Autriche ou alors, pourquoi avoir fait l'Europe ? Vous le comprenez bien, ce n'est pas un refus de l'immigration, c'est une volonté d'immigration choisie entre nous. Et, par ailleurs, c'est une conception commune de la politique du développement.

Enfin, l'Afrique est à douze kms de l'Europe par le détroit de Gibraltar. Il y a 475 millions de jeunes Africains qui ont moins de 17 ans. Est-ce que cela ne vaut pas la peine que l'Europe se mette d'accord sur une politique de développement commune ? Donc, voyez-vous ce n'est pas du protectionnisme, c'est simplement une volonté de poser une politique d'immigration positive, ensemble, pour définir quels sont les critères.

Un autre exemple. Nous sommes vingt-sept démocraties, est-il normal qu'un réfugié politique puisse déposer vingt-sept dossiers dans vingt-sept pays différents ? Est-il normal que l'Autriche puisse dire non, que la France puisse dire oui ou que la France puisse dire non et l'Autriche puisse dire oui ? Est-ce que l'on n'a pas intérêt à mettre tout ceci en commun ? On ne peut pas nous reprocher, au Premier ministre autrichien et à moi-même, d'être engagés dans l'Europe, d'être profondément Européens et de vouloir une politique de l'immigration européenne.

QUESTION - J'ai deux questions. La première pour Monsieur le Président de la République. Dans trente jours, la France va prendre la Présidence de l'Union européenne. Vous étiez en Pologne, vous êtes aujourd'hui en Autriche, le Premier ministre, M. FILLON est, en ce moment, en Finlande. Comment vous répartissez-vous les pays que vous visitez ? Vous avez évoqué les relations délicates auparavant avec l'Autriche, est-ce que vous choisissez les pays sensibles pour vous, et laissez les autres au Premier ministre ?

Deuxième question pour Monsieur le Chancelier. Vous savez qu'en ce moment les relations franco-chinoises sont difficiles et il y a maintenant le boycott des tour-opérateurs. En ce qui vous concerne, êtes-vous favorable au boycott ou non de la cérémonie d'ouverture à Pékin pour les Jeux olympiques ?

LE CHANCELIER GUSENBAUER - Nous pensons qu'un boycott de manifestation sportive internationale n'est pas une bonne idée. C'est une question de principe. En même temps, je tiens à vous rappeler que les Jeux olympiques doivent toujours être des Jeux de paix et de compréhension. Il serait impensable pour moi que l'on ait une cérémonie d'ouverture et qu'il y ait en même temps des affrontements dans une partie de la Chine, par exemple, au Tibet. Des affrontements violents et la cérémonie d'ouverture, cela n'irait pas ensemble.

J'ajouterais encore que, pour nous, les cérémonies d'ouverture n'ont jamais joué un rôle aussi important, jamais encore un Chancelier autrichien n'a participé à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques. Cela serait le cas pour la première fois. Donc, je ne vois pas de raison de me départir de cette tradition. Il est bien évident que nous allons soutenir nos sportifs, nous accompagnerons ceux qui participeront aux Jeux, mais nous ne changerons pas notre position traditionnelle.

LE PRESIDENT - On se répartit la tâche avec le Premier ministre, François FILLON. Vous savez, une présidence européenne, c'est très lourd. Je suis reconnaissant au Premier ministre de prendre sa part de cette charge et de ce travail. J'avoue que, pour Vienne et pour l'Autriche, je l'avais inscrit sur mon calendrier. Si vous y voyez une marque de préférence, d'attachement et d'amitié pour l'Autriche et pour le Premier ministre autrichien, vous l'avez deviné. Vous avez raison et je le confirme. Cela ne veut pas dire que je vais être désagréable avec les autres. Mais simplement avec le Premier ministre autrichien - il pourrait le dire lui-même -, depuis treize mois, il se trouve que l'on travaille très bien ensemble et même que l'on peut dire que nous sommes amis, que nous avons des goûts communs qui ne sont pas simplement politiques, qui sont aussi des goûts de la bonne vie et, notamment, une certaine appétence pour le cigare. Il faut bien le

dire ! Après les longues nuits de négociation, je dois dire que j'étais en dette avec le Premier ministre autrichien, je lui devais beaucoup de cigares parce que lui, il n'oublie jamais ses cigares. Franchement, cela aurait été désagréable que ce soit François FILLON qui vienne lui apporter les cigares que je lui dois.

S'agissant de la Chine, c'est un sujet difficile, extrêmement sérieux. D'abord, en tant que Président de l'Union, je dois aussi être très attentif à ce que disent mes partenaires et mes amis. Nous avons beaucoup poussé pour la reprise du dialogue entre le DALAI LAMA et les représentants chinois. Et c'est très important ce qui s'est passé il y a quelques semaines pour la reprise de ce dialogue. Très important. Et la France suit avec beaucoup d'attention les progrès de ce dialogue, à la fois en étant à l'écoute de nos amis chinois et du DALAI LAMA. Cela progresse, c'est donc extrêmement intéressant. Laissons les discussions progresser avant de prendre une position définitive, mais enfin, ça bouge, ça bouge dans le bon sens et tout le monde, croyez-moi, en est satisfait.

QUESTION - Monsieur Le Président, vous avez dit que la page des différends, des difficultés entre la France et l'Autriche était définitivement tournée. Est-ce que ça veut dire aussi que la France pourrait éventuellement soutenir la candidature de l'ex-chancelier autrichien SCHÜSSEL pour la Présidence de l'Union Européenne ? C'est l'un des rares noms dans cette discussion qu'on a jamais, ou en tout cas à ma connaissance, pas entendu prononcer à Paris.

LE PRESIDENT - D'abord sur la position de l'Autriche, je ne l'ai pas dit tout à l'heure, mais sur la directive transports, je trouve que la position autrichienne est raisonnable. Les camions qui traversent votre pays, comme le mien, il n'est pas anormal qu'ils soient mis à contribution pour respecter l'environnement. Et, de ce point de vue, j'ai dit sans ambiguïté au Premier ministre autrichien que la France soutiendrait sa demande. Non pas parce que c'est l'Autriche, mais parce qu'il me semble que c'est du bon sens ou alors pourquoi dire que l'on veut lutter contre les émissions de gaz à effet de serre ? On s'est mis d'accord aussi sur une chose, c'est qu'il ne valait mieux pas trop citer de noms publiquement parce que tous ceux que l'on citerait, ça ne pourrait pas faire leurs affaires. Il y a un échange entre les chefs d'Etat et de gouvernement sur les différents postes. Cet échange doit rester informel et ne pas faire l'objet d'annonces qui risqueraient de braquer tous les autres pays qui se diraient : « ils se sont mis d'accord sur le dos des autres ». Je comprends qu'en Autriche, on soutienne les Autrichiens. Cela me paraît normal et on ferait pareil en France.

Et puis, je voudrais dire un dernier mot. Le Premier ministre autrichien a parlé de la spéculation sur les produits pétroliers. J'avais moi-même fait des propositions. Même si ces propositions ne sont pas les mêmes, tous les deux, nous sommes d'accord sur une chose. C'est qu'il faut en parler, qu'il faut faire quelque chose et qu'il faut trouver des solutions. Voilà un exemple, la position n'est pas exactement la même mais l'objectif est exactement le même : ne pas laisser nos consommateurs seuls face à l'augmentation pétrolière. Il y a deux positions : celle qui consiste à dire qu'on n'y peut rien, et celle qui est la nôtre à tous les deux, dire qu'on va lutter contre la spéculation et puis qu'on va régler le problème de fiscalité.

A l'arrivée, je ne sais pas à quoi on va arriver comme consensus, mais il y a la volonté de peser sur les événements et de ne pas les subir.

QUESTION - Le Président SARKOZY y a fait allusion, il y a un instant, il propose au niveau européen, de geler soit la TVA soit les taxes sur les carburants - au niveau européen je dis bien - à partir d'un certain niveau de prix. Etes-vous d'accord avec cette idée ? Et vous avez dit que vous aviez fait un choix énergétique différent, c'est-à-dire que vous avez renoncé au nucléaire, est-ce que vous pourriez changer d'avis sur le nucléaire et vous orienter vers le nucléaire que Monsieur Nicolas SARKOZY qualifie d'énergie du futur ?

Une question pour Nicolas SARKOZY. Pensez-vous, malgré les premières réactions négatives qu'il y a eu par rapport à votre initiative sur la TVA sur les carburants au niveau européen, pouvoir aboutir à un résultat pendant la Présidence française de l'Union, c'est-à-dire convaincre tous les partenaires européens de la France que c'est une bonne idée ?

LE PRESIDENT - Je note que Jean-Claude JUNCKER -si le Premier ministre me le permet- a déclaré ce matin même, qu'il fallait parler de ces propositions. Le Premier ministre autrichien a

accueillir, ce matin même, qu'il n'avait parlé de ces propositions. Le Premier ministre autrichien a fait lui-même une proposition, je me suis permis de l'évoquer. Qu'est-ce qui compte ? C'est que l'on mette des idées sur la table du Conseil Européen. L'Europe ce n'est pas une affaire de technocrates, c'est une affaire de responsables politiques qui disent aux Européens, qu'on s'en occupe, qu'on essaye de trouver des solutions. Celle-ci ou une autre et peut-être même un mix des deux. S'agissant du nucléaire, j'ai eu l'occasion de le dire, il y a eu un référendum en 1979 en Autriche 51 à 49. Chaque pays a le droit de faire le choix qui est le sien. Cela ne veut pas dire que ça crée un fossé entre nous. L'Europe consiste à faire des complémentarités, à additionner des diversités et pas à vouloir qu'un Autrichien ressemble à un Français, qu'un Français ressemble à un Danois et qu'un Danois ressemble à un Anglais. C'est justement cette Europe-là dont les gens ne veulent pas. Alors, à chaque fois qu'il y a une spécificité nationale, et ici cela compte la spécificité nationale en Autriche, il ne faut pas en avoir peur, il faut l'assumer. Il ne faut pas voir cela comme un fossé, il faut voir cela comme la diversité de l'Europe. Ceux qui ont voulu nier ces diversités ont travaillé contre l'Europe et ont inquiété nos concitoyens. Ce n'est certainement pas moi, qui viens d'un pays qui a voté « non » à 55% à la Constitution européenne, qui vais venir dire aux Autrichiens : "renoncez à ceux que vous êtes". On peut avoir des différences et être d'accord sur les objectifs communs. C'est justement pour cela que l'on s'entend très bien avec le Premier ministre, parce qu'il ne me fait pas le reproche et je ne lui en fais pas le reproche et on essaye au contraire de mettre cette diversité comme une richesse au service de l'ensemble des Européens.

LE CHANCELIER GUSENBAUER - Oui, tout à fait. Je vois les choses de la même façon. Ce serait grave que d'avoir une Europe sans idée. Il vaut beaucoup mieux qu'en Europe nous ayons des responsables politiques qui aient des idées pour savoir comment régler les problèmes des populations. Je pense qu'à l'occasion du prochain sommet européen, nous devrions discuter de cette question pour apporter chacun ses propositions. Nicolas SARKOZY a fait une proposition au gouvernement autrichien. On en a également discuté pendant cette semaine. Nous allons lancer une initiative contre les spéculations sur le prix du pétrole. J'espère qu'il y aura d'autres propositions. Plus il y en aura, mieux cela vaudra. Après, à partir d'un bouquet de propositions, on pourra choisir une solution commune. Je pense que c'est une bonne manière de procéder qui lance d'ailleurs un signal à l'adresse de la population. Signal leur disant que les responsables politiques prennent au sérieux les soucis de la population.

Pour ce qui est de la politique énergétique, en 1979, nous avons eu 51% de la population qui a voté contre le nucléaire. Aujourd'hui, d'après les sondages d'opinion, ils sont au nombre de 80 à 90%. Donc, ce consensus s'est, pour ainsi dire, renforcé en Autriche. Ceci a fait d'ailleurs que l'Autriche compte, aujourd'hui, parmi les pays en Europe qui ont la plus grande quote-part d'énergies renouvelables. C'est cela l'autre face de la médaille. Je pense que, à l'avenir, nous devons encore investir davantage dans les énergies renouvelables. En tout cas, c'est ce que pense le gouvernement fédéral autrichien et cela fait partie de notre stratégie de protection du climat.

Nous allons donc continuer de miser sur l'amélioration du rendement énergétique pour réduire le gaspillage d'énergie. C'est ainsi que chaque pays européen devra trouver sa propre stratégie pour atteindre les objectifs communs et pour garantir, en même temps, l'approvisionnement de la population.

QUESTION - J'aimerais bien revenir à la question qui concerne le futur Président du Conseil. Est-ce que M. SCHÜSSEL a une chance de devenir Président du Conseil ?

LE PRESIDENT - Je suis le dernier à pouvoir répondre à cette question en tant que futur Président, pour six mois, de l'Union. Cela ne m'empêche pas de dire que c'est une personnalité européenne parfaitement respectable et qui aurait, sans doute, beaucoup de qualités. Mais le dernier à pouvoir donner son opinion, c'est bien moi.

QUESTION - Monsieur le Chancelier, le programme de la Présidence française est assez lourd et chargé. Vous êtes d'accord tous les deux sur bien des points mais il faut que vous soyez d'accord à vingt-sept. Est-ce que vous pouvez nous donner un ou deux exemples très concrets des résultats que vous espérez atteindre pendant cette Présidence et qui seront importants pour les

citoyens européens ? Puisque vous êtes soucieux, vous aussi, que l'Europe se préoccupe des Européens. Et puis, Monsieur le Président, excusez-moi, c'est une question de politique intérieure française concernant les 35 heures, la confusion perdure et les partenaires sociaux ont manifesté leurs sentiments. Ils ont l'impression d'être floués, trompés, puisque leur accord, le gouvernement n'en tient pas compte. Est-ce que vous pouvez nous dire pourquoi vous avez choisi cette méthode et pourquoi vous avez fait ce choix politique ?

LE CHANCELIER GUSENBAUER - Je suis convaincu que la Présidence française sera un très grand succès, parce que Monsieur le Président de la République s'engage avec beaucoup d'énergie et aussi parce qu'après des années de nombrilisme, on va pouvoir s'attaquer aux questions importantes. Donc, je suis persuadé que, pendant la Présidence française, on pourra se mettre d'accord sur la stratégie du climat et le partage des tâches en la matière.

Nous allons également parler de la question des migrations clandestines. Il y aura là une réponse positive à l'automne, nous en avons parlé tout à l'heure et j'espère, pour ce qui est de la directive sur la fiscalité routière, qu'on pourra également se mettre d'accord.

Et nous avons lancé encore d'autres initiatives à côté de celles qui sont déjà à l'ordre du jour. Par exemple, en ce qui concerne la répartition des responsabilités à l'avenir en Europe centrale, certainement pas simple. L'ordre du jour est déjà très chargé, mais nous pensons qu'en plus de cela, dans le domaine de la santé, dans le domaine du sport, nous allons encore lancer des initiatives supplémentaires parce que ce sont des sujets qui ont une influence sur la vie quotidienne des populations et nous voulons donc entreprendre une initiative commune.

LE PRESIDENT - Je voudrais m'en excuser auprès du Premier ministre, puisque c'est la dernière question, je vais parler un peu de politique française. Sur la question des 35 heures, il faut que le débat reste serein. La durée hebdomadaire du travail restera à 35 heures en France. C'est une chose qui est claire et sur laquelle le gouvernement ne variera pas.

Ce que nous voulons, c'est éliminer les aspects si négatifs au plan économique comme au plan social qu'ont eu les 35 heures sur l'économie française. En supprimant tous les verrous qui empêchaient les salariés et les chefs d'entreprise de négocier un contingent d'heures supplémentaires librement au niveau de l'entreprise. C'est de ça dont il s'agit. J'ajoute que chacun sait que je suis très attaché aux heures supplémentaires. Si l'on supprime la référence aux 35 heures, on supprime aussi la notion d'heures supplémentaires, ce qui n'aurait pas de sens. Mais je souhaite que les salariés, comme les chefs d'entreprises, aient la liberté de discuter, de pouvoir travailler plus pour gagner davantage. C'est ce qui est en cause dans les négociations que mènent excellemment Xavier BERTRAND et François FILLON. Je les soutiens pleinement. Pour le reste, les syndicats français savent parfaitement que j'attache un grand prix à l'accord qu'ils ont négocié sur les nouvelles conditions de représentativité. C'est donc l'ensemble de ce paquet qui sera présenté au Conseil des Ministres au mois de juin et au Parlement au mois de juillet. Vous le voyez, le processus de réformes continue d'avancer sereinement et avec détermination dans notre pays. J'ai été élu pour avoir le plein emploi et je parle ici d'un pays où il y a 4% de chômeurs. Et je le dis aux Français, ce que d'autres - notamment l'Autriche - ont su réaliser en Europe, nous le ferons aussi, mais nous le ferons en libérant les conditions de travail, en libérant l'initiative dans notre pays. Et c'est très important pour moi d'être ici en Autriche pour que les Français sachent et comprennent qu'en Autriche, c'est l'Europe, et qu'en Europe il y a le plein emploi pour ceux qui acceptent l'innovation, l'investissement et le travail. Voilà ce que je veux faire, que chaque Français ait un emploi et qu'on arrive, nous aussi, au plein emploi. Alors, les résultats de l'emploi ont été encore bons puisque ce mois-ci, le chômage a encore reculé. Mais on a des progrès à faire par rapport à un certain nombre de nos amis européens et notamment les Autrichiens. Eh bien, ce qui a été possible de faire en Autriche, nous allons le faire en France. Et si la France veut être écoutée en Europe, elle ne doit pas simplement se contenter de donner des conseils aux autres, elle doit s'appliquer à elle-même les conseils qu'elle donne aux autres. Vous voyez pourquoi c'est important l'Europe, parce que je voudrais qu'en France, on cesse d'expérimenter ce qui ne marche pas pour expérimenter ce qui marche ailleurs. Je vous remercie.

